



Assemblée générale

Distr. générale
21 septembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Cinquième Commission

Point 113 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Arrangements financiers afférents au restaurant de la Cour internationale de Justice

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite au paragraphe 36 de la section III de la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de passer en revue les arrangements financiers afférents au restaurant de la Cour internationale de Justice et de lui rendre compte à sa cinquante-troisième session.

II. Historique

2. Depuis sa création en 1945, la Cour internationale de Justice occupe les locaux de l'organe auquel elle a succédé, la Cour permanente de justice internationale, au Palais de la Paix à La Haye, en vertu d'un accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et la Fondation Carnegie aux Pays-Bas, qui est propriétaire du Palais et qui l'administre. La construction, dans l'enceinte de ce dernier, d'un nouveau bâtiment dans le courant des années 70, que la Cour a commencé à occuper en 1978, a permis à celle-ci de disposer de locaux supplémentaires.

3. En 1991, la Cour a chargé un Comité spécial des locaux d'étudier les besoins en locaux supplémentaires à usage de bureaux pour les juges ad hoc et le personnel temporaire, ainsi que pour le personnel permanent du Greffe et, par ailleurs, les possibilités d'amélioration d'autres locaux de la Cour. Les nouveaux locaux nécessaires entraînent, par ordre de priorité, dans les catégories suivantes : bureaux destinés au personnel du Greffe (13 nouveaux postes avaient été créés depuis 1990), bureaux destinés au personnel temporaire (principalement des traducteurs à qui il arrivait de faire les trois-huit et de travailler dans des bureaux improvisés tels le vestiaire des juges et la salle de presse), des bureaux destinés aux juges ad hoc (dont le nombre s'était multiplié avec l'augmentation du nombre des affaires portées devant la Cour) et aux juges maintenus dans leurs fonctions après l'expiration de leur mandat, des locaux supplémentaires destinés à l'entreposage et aux archives, une salle à manger destinée aux membres de la Cour et un salon pour le personnel.

4. Il y a une quinzaine d'années, la Fondation Carnegie a converti l'ancien central dactylographique de la Cour, situé au sous-sol du Palais de la Paix, en salle à manger, dite «réfectoire». Toutefois, la nécessité pour la Cour internationale de Justice de disposer d'une salle à manger digne de ce nom continuait de faire cruellement défaut. La qualité et la

gamme des produits servis au réfectoire, principalement des soupes reconstituées et des sandwiches de mauvaise qualité, étaient inacceptables. Le réfectoire était ouvert au public, y compris aux touristes qui visitaient le Palais. Il n'offrait pas aux membres de la Cour la possibilité de se restaurer en privé ou de discuter de façon confidentielle des affaires en cours ou d'autres travaux de la Cour. Une salle à manger située sur place réduirait considérablement le nombre d'heures passées hors du bureau par les membres de la Cour et le personnel, qui étaient contraints de se déplacer loin du Palais pour déjeuner. Elle permettrait par ailleurs à la Cour de rendre les invitations reçues à La Haye. En conséquence, l'aménagement d'une telle salle dans la nouvelle annexe du Palais, avec tous les travaux d'électricité et de plomberie nécessaires, était considéré comme un élément logistiquement rationnel des projets de travaux, qui ne pouvait être reporté à une date ultérieure sans occasionner de coûteux travaux de modernisation et de rénovation.

5. Depuis son ouverture en 1997, la salle à manger, qui est ouverte à l'heure du déjeuner, a rempli son objectif puisqu'elle est actuellement utilisée par les membres de la Cour, le personnel du Greffe et leurs invités. Elle est également fréquentée par des membres d'organisations internationales apparentées, de la Cour permanente d'arbitrage, de la Fondation Carnegie et des ambassades, ainsi que par des conseils dont les affaires ont été portées devant la Cour. Elle a également servi pour les réceptions officielles offertes en l'honneur des avocats pendant les plaidoiries. Par ailleurs, le Président et d'autres membres de la Cour l'utilisent aux fins de représentation pendant les visites diplomatiques à la Cour, ou celles de hauts fonctionnaires de l'ONU. La salle à manger est principalement utilisée par les juges qui déjeunent ensemble, et peuvent ainsi procéder à des échanges de vues confidentiels sur des questions professionnelles tout en réduisant au maximum le temps qu'ils passent à l'extérieur pendant les sessions de la Cour. Elle n'est pas ouverte au public.

6. La salle à manger est considérée par les intéressés comme une heureuse innovation dans la vie de la Cour. Elle apporte beaucoup au caractère collégial et à l'efficacité des travaux de cette dernière, et à sa présence à La Haye.

III. Arrangements financiers

7. Par la section VII de sa résolution 52/222 du 22 décembre 1997, l'Assemblée générale a approuvé l'Accord supplémentaire entre l'Organisation des Nations Unies et la Fondation Carnegie concernant l'usage des locaux du Palais de la Paix à La Haye, figurant dans l'annexe au rapport du

Secrétaire général sur l'agrandissement des locaux de la Cour internationale de Justice (A/C.5/52/16). Cet accord porte exclusivement sur l'article II, qui régit le montant de la contribution annuelle à verser par l'ONU à la Fondation Carnegie, et l'article IV, qui concerne les arrangements relatifs aux locaux supplémentaires mis à la disposition de la Cour au Palais de la Paix à compter du 1er janvier 1997, dont la salle à manger située dans l'aile réservée aux juges. En vertu de l'Accord supplémentaire, l'article II de l'Accord a été modifié pour rendre compte du montant révisé de la contribution annuelle et comprend une clause stipulant que celui-ci pouvait faire l'objet d'augmentations annuelles compte tenu de l'inflation. Le montant de la contribution annuelle, soit 1 843 582 florins néerlandais, comprend les frais de fonctionnement de la salle à manger (40 000 florins néerlandais).

8. Pour sa part, la Fondation Carnegie a passé un accord avec une entreprise locale de restauration prévoyant le paiement, par la Fondation, des frais de gestion, ainsi que le remboursement des coûts relatifs aux salaires des employés et aux produits utilisés, qui lui sont soumis pour audit et approbation. La Fondation a également à sa charge d'autres dépenses de fonctionnement comme l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage, l'entretien, les frais d'assurance et des dépenses diverses. Les tarifs des repas, qui sont raisonnables pour la ville et la qualité des plats servis, sont fixés par la Fondation et le restaurateur. Les juges et les autres utilisateurs de la salle à manger paient le tarif plein.

9. Utilisée de façon appropriée, la salle à manger devait produire des recettes suffisantes pour couvrir les dépenses de fonctionnement, mais la Fondation a informé la Cour qu'elle accusait un déficit financier à ce jour. Elle a en outre indiqué que, si la fréquentation de la salle à manger n'augmentait pas, elle pourrait se trouver dans l'obligation de revoir les arrangements actuels et de proposer d'autres solutions. Si des éléments nouveaux apparaissaient à ce sujet, le Secrétaire général prendrait des mesures pour informer l'Assemblée générale, le cas échéant.

IV. Recommandation

10. L'Assemblée générale pourrait souhaiter prendre note du présent rapport.